RENAULT Sud
sud.tcr@orange.fr
www.sudrenault.org

Plein SUD

Bulletin d'information des Délégués du Personnel
et des élus CE du syndicat SUD Renault Guyancourt Aubevoye
TCR : ☎ 01 76 83 22 93 ✆ 06 82 55 83 16 💻 01 76 89 12 36
CTA : ☎ 01 76 87 63 09 ✆ 06 04 18 63 89 💻 01 76 89 02 85
sud.guyancourt@renault.com
sud.aubevoye@renault.com
site internet : www.sudrenault.org

Union syndicale Solidaires industrie
CTA Tract n°5
20/03/2017

DECLARATION DU SYNDICAT SUD SUR LE PROJET DE BILAN SOCIAL 2016 ETABLISSEMENT GUYANCOURT-AUBEVOYE

Rappel : tous les ans l'établissement de Guyancourt/Aubevoye doit publier un bilan social comme le demande la loi.
Ce bilan comprend différents chapitres sur l'emploi, la politique jeunes, la rémunération, les conditions de travail et la sécurité, la formation, ….
Ce bilan a été présenté aux élus du comité d'établissement le mercredi 8 mars, voici notre déclaration faite lors de cette présentation :

A lire la préface de la direction, le bilan social serait le document permettant une *« prise de hauteur indispensable pour faire le point sur nos projets et nos organisations »* !
Dommage que comme la loi le recommande, ce point ne soit jamais présenté spontanément en CHSCT, comme par exemple pour New-PDM, les plateaux Steelcase, ou job-grading !

L'emploi. La direction signale *« une bonne nouvelle pour l'emploi tout d'abord et pour le recrutement avec 704 nouveaux collaborateurs »*
Passé au détecteur de mensonges de l'indicateur 111-quincie, le chiffre s'écroule à 420 personnes. **Décevant !**

Surtout après avoir observé qu'un volant constant d'une centaine de démissions vient l'amputer chaque année (127 en 2016).
L'ensemble des ETAM continue à décroître pour chuter de 4%. En 5 ans, nous en aurons perdu plus de 550 malgré les embauches.

Les jeunes. *« Une vraie bouffée d'oxygène que de voir arriver des nouveaux et en particulier des jeunes »* s'amuse la direction !
Malheureusement, le sursaut des 98 CDI de moins de 25 ans enregistré en 2016 ne sera pas de nature à corriger une pyramide des âges préoccupante.
Non seulement la moyenne d'âge reste très élevée en 2016 avec 44 ans, mais elle s'est accrue de 3 ans depuis 2008 !

Autres chiffres qui fâchent : 14 instances judiciaires engagées dans lesquelles l'entreprise est en cause, 27 licenciements dont 8 pour inaptitude à tout poste, 6 ruptures conventionnelles, et 8 décès dans lesquels les femmes représentent 1/4 alors qu'elles sont censées vivre plus longtemps que les hommes…
Nos collègues féminines sont décidément bien lésées dans notre établissement !

Signalons le taux d'emploi des handicapés (3,15%), toujours aussi marginal par rapport à l'obligation nationale des 6%.

Une absence au chapitre management, et un mauvais point à mettre au bilan des RH : le décès d'un salarié suite à un entretien préalable à son licenciement et un salarié prestataire viré avec fracas à partir d'une dénonciation calomnieuse. Sa faute ? Avoir pris contact avec les syndicats et le CE pour proposer la projection d'un film à dimension sociale…

La rémunération. Nous dénonçons l'augmentation de l'éventail des rémunérations des ingénieurs et cadres, ainsi que le rapport entre bas et hauts salaires qui ne cesse de se creuser.
Le pourcentage de personnel promu est toujours faible, loin des 11 points des années 2010…

Pourquoi les femmes sont-elles moins promues que leurs collègues masculins depuis 2014 ? Pour quelles raisons sont-elles encore punies ?

La sécurité. Augmentation des accidents de trajets et explosion du nombre de jours d'arrêt de travail, augmentation du nombre de temps partiels pour raisons médicales… Nous regrettons une fois encore que les accidents liés aux RPS (Risques Psycho Sociaux) n'apparaissent pas clairement, au moins dans les commentaires.
De la même manière, le nombre de TMS (Trouble Musculo Squelettique) est largement sous-évalué : 3 cas pour 9 651 personnes en activité !

Les oubliés. Enfin, ce bilan ne tient pas compte des 4 000 salariés prestataires venant grossir mensuellement les effectifs de l'établissement. Ils viennent pourtant y accomplir le même travail, dans des conditions souvent dégradées, répartis sur des coins de bureaux, entassés dans des locaux exigus avec un mobilier délabré, inadapté, parfois sans que les obligations de ventilation et de sécurité soient assurées.
Combien gagnent ces salariés ? Quelles sont leurs perspectives de carrière ? Et que deviennent celles et ceux qui sont victimes d'accident du travail ou de trajet ?
Evidemment le bilan ne le dit pas puisque seuls sont comptabilisés les accidents avec arrêt. Avec la prochaine politique HSE (Hygiène Sécurité Environnement), il va peut-être falloir s'intéresser à tout cela…

Tous ces éléments conduiront les élus SUD à voter <u>contre</u> le projet de bilan social 2016 de l'Etablissement de Guyancourt - Aubevoye

INFOS dans le petit monde de l'automobile

Un appel à se bouger chez Opel en Allemagne !

Depuis l'annonce du rachat d'Opel par le groupe PSA, les salariés se mobilisent. Des militants d'Opel appartenant à des secteurs combatifs d'IG Metal ont écrits un tract dont voici à titre d'information une traduction :

Attendre ce qui va se passer ? La plus mauvaise idée, ce serait « de commencer par attendre, parce qu'on ne sait pas exactement « ce qui nous attend ».

PSA n'achète sûrement pas Opel pour garantir nos emplois ! Des milliers d'emplois menacés, des sites complets. Aucune garantie sur nos salaires et nos retraites

Si le gouvernement, mais aussi le CCE et la direction nationale de l'IG Metal clament leur satisfaction du fait que PSA annonce sa volonté de respecter les accords en cours, alors il n'y a pas de raison de ne pas être satisfaits ! Car dans ces « très bons » accords, il y a la garantie du maintien de l'emploi jusqu'à 2018 et de tous les sites jusqu'à 2020.

Et après ? Nous avons quand même suffisamment souvent fait l'expérience d'accords rompus en un rien de temps. N'avons-nous pas renoncé à du salaire pour la nouvelle Astra qui finalement n'a jamais été fabriquée à Bochum ? Nous avons bien raison d'être préoccupés et furieux, car on nous prépare le même coup. Beaucoup demandent ce qu'il faut faire maintenant. La plus mauvaise idée, c'est « de commencer par attendre, parce qu'on ne sait pas exactement « ce qui nous attend ».

Ce que nous ont appris les années de lutte contre la fermeture de l'Usine 1, c'est que les directions ne nous communiquent jamais leurs véritables intentions et les attaques qu'elles prévoient avant d'avoir tout réglé et qu'il soit trop tard pour qu'on puisse se défendre. C'est seulement si nous bougeons que nous pourrons défendre nos intérêts et agir sur ce qui nous arrive dessus. Ceux qui nous racontent autre chose sont soit naïfs à l'extrême, soit préfèrent s'asseoir à l'autre bout de la table !

<u>Commentaire SUD</u> : bien sur toute ressemblance avec des évènements ayant eu lieu en France n'est pas du tout fortuite ! Ce défendre c'est combattre les décisions patronales, le rapport de force est une réalité bien comprise par le patronat et oubliés par les syndicats dit réformistes.

NISSAN une entreprise anti syndicale !

Nissan et son PDG Carlos Ghosn sont rattrapés par la répression dans l'usine de Canton aux États-Unis. Ils sont pris maintenant en flagrant délit de pratiques racistes. Une manifestation "historique" a réuni 5000 personnes samedi 4 mars aux abords de l'usine Nissan dans la ville de Canton. . Même Sanders, ancien candidat à la présidence des États-Unis était là. Et Nissan est maintenant accusé de collusion avec le site facho Breitbart, celui qui organise les fausses nouvelles de Trump.

Ci-dessous la traduction du compte rendu de cette manifestation :

C'est 5 000 travailleurs de l'automobile ont défilé dans la rue avec leurs familles pour dénoncer les agissements de Nissan et défendre leurs droits à s'organiser en syndicat.

Le sénateur Bernie Sanders, le président de la NAACP, l'association nationale pour l'avancement des gens de couleur, ont manifesté dans cette marche leur solidarité avec les travailleurs automobiles de Nissan.

Lors de cette manifestation, un militant de l'usine a lu une lettre au nom de ses camarades membres de l'United Auto Workers. Ils ont appelé Nissan, ce géant de l'automobile à cesser d'attaquer leur syndicat et de menacer leurs familles. Citant une série de violations des droits exercés par Nissan contre sa main-d'œuvre essentiellement afro-américaine, nous avons exigé de Nissan qu'elle respecte le droit de ses travailleurs de voter pour le syndicat de leur choix. Alors que Nissan négocie avec les syndicats de travailleurs dans toutes ses usines à travers le monde, elle s'y refuse dans deux usines basées dans le Mississippi et le Tennessee. Là où les employés sont très majoritairement noirs.

En plus de vouloir empêcher les travailleurs noirs de s'exprimer et de s'organiser, Nissan passe des accords avec le media Breitbart, notoirement connu pour son soutien des idéaux blancs nationalistes. Au cours de la dernière année, des dizaines d'entreprises ont déjà rompu leurs liens avec le site raciste. Le constructeur automobile n'a pas encore répondu à une pétition signée par plus de 10.000 Américains appelant à arrêter de financer la propagande raciste du groupe de médias.

Parmi les manifestants, Kevin Harkins qui travaille chez Nissan depuis 13 ans, explique : "C'est juste des choses simples qu'ils pourraient réparer ... nous travaillons là tous les jours toute la journée, et le corps en souffre après tant d'années. Même de petites améliorations comme des jours de congés ou des aménagements de poste, ils ne le font pas. Ils font des promesses mais elles ne sont jamais tenues."

Commentaire SUD : Et oui notre grand PDG devant l'éternel à des défaillances démocratique. L'alliance est loin d'être exemplaire dans le monde, voir la répression syndicale dans l'usine de Bursa en Turquie.

«Si tu ne participes pas à la lutte, tu participes à la défaite»

(Bertolt Brecht, écrivain allemand 1898/1956)

Adhère au syndicat SUD c'est la seule façon de te faire entendre !

Vous souhaitez nous rejoindre ? Excellente idée !

Il suffit d'en parler à un militant SUD que vous connaissez ou que vous croisez distribuant un tract. Appelez aussi le : 06 04 18 63 89

Ou bien écrivez à cta.sud@orange.fr.

Si t’as pas tes stock-options, t’as pas de talent !

Il existe une catégorie de personnel qui tire toujours son épingle du jeu, quel que soit la conjoncture : les Membres du CEG.

Ils ne connaissent aucune crise, se cooptent entre eux et s’auto-gratifient sur notre dos. Sensés s’occuper de la stratégie du Groupe, ils s’affairent surtout à remplir leurs poches comme en témoigne ces extraits puisés dans les sources de l’Autorité des Marchés Financiers (www.amf-france.org et www.ophteos.com)

RENAULT Opérations d’initiés

Accueil / Opérations d’initiés / RENAULT

Opération	Déclarant	Montant	Cours	Nombre	Instrument	Date de l’opération	Date de réception AMF
Cession	Bruno Ancelin, Directeur Produit et Programmes Groupe	962 000 €	74,000 €	13 000	Autre	29/11/2016	02/12/2016
Cession	Jose Vincente De Los Mozos Obispo, Membre du Comité Exécutif, Directeur des Fabrications et de la Logistique	115 609 €	72,255 €	1 600	Autre	28/09/2016	03/10/2016
Cession	Jose Vincente De Los Mozos Obispo, Membre du Comité Exécutif, Directeur des Fabrications et de la Logistique	115 609 €	72,255 €	1 600	Autre	28/09/2016	04/10/2016
Acquisition	Jacqueline, Ronghong QIU, Administrateur	57 099 €	71,374 €	800	Autre	26/09/2016	29/09/2016
Cession	Jean-Christophe Kugler, Directeur des Operations Europe	590 700 €	78,760 €	7 500	Actions	19/06/2016	21/06/2016
Acquisition	Jose Vincente De Los Mozos Obispo, Directeur des fabrications et de la logistique Groupe	129 639 €	75,946 €	1 707	Actions	13/06/2016	24/06/2016
Stock-options	Mouna SEPEHRI PAQUET, Directeur Délégué à la Présidence	26 870 €	26,870 €	1 000	Actions	29/03/2016	29/03/2016
Stock-options	Mouna SEPEHRI PAQUET, Directeur Délégué à la Présidence	134 350 €	26,870 €	5 000	Actions	17/03/2016	21/03/2016
Acquisition	ERIC PERSONNE, Administrateur	6 910 €	86,380 €	80	Actions	17/03/2016	18/03/2016
Cession	Dominique Thormann, Directeur Financier Groupe	635 795 €	84,773 €	7 500	Actions	08/03/2016	11/03/2016
Stock-options	Dominique Thormann, Directeur Financier Groupe	201 525 €	26,870 €	7 500	Actions	08/03/2016	11/03/2016
Stock-options	Carlos GHOSN, Président Directeur Général	1 343 500 €	26,870 €	50 000	Actions	19/02/2016	25/02/2016
Stock-options	Christian Vandenhende, Membre du Comité Exécutif - Directeur Qualité et Satisfaction Client	1 880 656 €	94,033 €	20 000	Actions	30/12/2015	02/01/2016
Stock-options	MARIE FRANCOISE DAMESIN, DRH	28 634 €	38,800 €	738	Autre	29/12/2015	31/12/2015
Stock-options	Christian Vandenhende, Membre du Comité Exécutif - Directeur Qualité et Satisfaction Client	466 680 €	93,336 €	5 000	Actions	23/12/2015	23/12/2015
Cession	Christian Vandenhende, Membre Comité Exécutif - Directeur Qualité et Satisfaction Client	280 068 €	93,356 €	3 000	Actions	23/12/2015	23/12/2015
Cession	Jose Vincente De Los Mozos Obispo, Directeur Fabrication & Logistique Groupe	66 122 €	93,130 €	710	Actions	23/12/2015	01/01/2016
Stock-options	Carlos GHOSN, Président Directeur Général	3 880 000 €	38,800 €	100 000	Actions	31/07/2015	03/08/2015
Acquisition	Cherie Blair, Administrateur	9 260 €	92,600 €	100	Actions	19/06/2015	23/06/2015
Stock-options	Mouna SEPEHRI PAQUET, Directeur délégué à la Présidence	776 000 €	38,800 €	20 000	Actions	11/06/2015	15/06/2015
Cession	Dominique Thormann, Directeur Financier du Groupe	2 937 447 €	97,915 €	30 000	Actions	27/05/2015	29/05/2015
Stock-options	Dominique Thormann, Directeur Financier du Groupe	1 164 000 €	38,800 €	30 000	Actions	27/05/2015	29/05/2015
Cession	Mouna SEPEHRI PAQUET, Directeur Délégué à la Présidence	586 755 €	85,000 €	6 903	Actions	05/03/2015	09/03/2015
Acquisition	Patrick THOMAS, administrateur	6 730 €	67,300 €	100	Actions	24/06/2014	09/07/2014
Acquisition	Yuriko KOIKE, Administrateur de Renault	6 251 €	62,510 €	100	Actions	31/07/2013	06/08/2013